

Réponses au choc douanier

Comment la Suisse peut renforcer sa compétitivité au cours des 12 prochains mois

Jürg Müller, Patrick Leisibach, Michele Salvi, Patricia Schafer, Lukas Schmid et Diego Taboada 20.08.2025

Les nouveaux droits de douane américains de 39 % touchent une partie importante de l'économie d'exportation suisse et créent une incertitude dans la planification. Outre les efforts de politique extérieure, des réformes ciblées de politique intérieure sont nécessaires pour garantir la compétitivité. Ce document présente les champs d'action prioritaires ainsi que ceux où il faut délibérément s'abstenir d'intervenir.

La Suisse doit agir sur le plan (p.2) :

- 1. Tactique: poursuivre les négociations avec l'administration Trump à l'issue incertaine
- 2. Stratégique: continuer à développer la politique économique extérieur et diversifier les partenaires commerciaux

Focus

- 3. De la politique intérieure: renforcer de manière ciblée la compétitivité à l'intérieur du pays

		
Marché du travail (p.3)	1. Moderniser la loi sur le travail: simplifier les dispositions relatives à la durée du travail et du repos ainsi qu'à la saisie du temps de travail.	2. Stabiliser les coûts du travail: ne pas augmenter davantage les cotisations salariales avec des subventions pour les crèches ou la suppression du plafonnement des rentes. 3. Garantir le chômage partiel: ne pas prolonger de six mois supplémentaires la durée d'indemnisation du chômage partiel.
Politique fiscale (p.4)	4. Minimiser la bureaucratie fiscale: introduire un taux unique pour la TVA.	5. Stabiliser les charges fiscales: ne pas introduire de nouveaux impôts, ni augmenter les impôts actuels. 6. Eviter une insécurité juridique supplémentaire: ne pas (encore) suspendre l'imposition minimale de l'OCDE.
Régulation (p.5)	7. Améliorer l'efficacité de l'administration: accélérer les procédures d'autorisation. 8. Encourager la réduction de la bureaucratie: introduire une «semaine de nettoyage» au Parlement.	9. Eviter une hausse de la bureaucratie: ne pas reprendre les réglementations internationales par défaut.
Infrastructures (p.6)	10. Garantir un approvisionnement énergétique abordable: maintenir des centrales de réserve et optimiser les rémunérations pour l'utilisation du réseau. 11. Développer l'infrastructure numérique: supprimer les obstacles à la mise à jour du réseau mobile	12. Réduire les entraves en matière de mobilité: renoncer aux projets de transport motivés par des intérêts de politique régionale
Innovation (p.7)	13. Attirer les talents: introduire des visas start-up pour les créateurs d'entreprise hautement qualifiés. 14. Supprimer les obstacles: renoncer aux interdictions technologiques et miser sur la neutralité technologique.	15. Permettre les changements structurels: ne pas accorder de subventions sectorielles.

Stratégie globale: ce que la Suisse doit faire dans l'immédiat

Début août, Washington a frappé. Depuis, un droit de douane de 39 % s'applique à de nombreuses exportations suisses vers les Etats-Unis. Cette situation pose deux problèmes. Premièrement, ce taux est l'un des plus élevés et dépasse largement celui appliqué à l'UE, ce qui affaiblit la compétitivité relative. Deuxièmement, environ 19 % de toutes les exportations de marchandises suisses, à l'exception de l'or, sont destinées aux Etats-Unis, ce qui signifie qu'une partie considérable de l'économie est concernée.

La durée de ce régime douanier n'est pas claire. Depuis des mois, la politique commerciale américaine se montre volatile, alimentée par des motifs changeants et des règles du jeu instables. Cela laisse certes espérer qu'un droit de douane plus bas sera finalement négocié, mais pour une petite économie ouverte, l'incertitude en matière de planification est presque aussi grave que les droits de douane.

Même si les 39 % ne sont pas gravés dans le marbre, une chose est sûre: l'inaction n'est pas une option. D'autant plus que les mouvements tectoniques de la géopolitique sont visibles depuis longtemps. Le conflit commercial qui a éclaté n'est que le dernier séisme en date, rendant les changements sur la scène mondiale impossible à ignorer. La Suisse doit réagir à **trois niveaux**:

- **Sur le plan tactique**: les négociations avec l'administration Trump doivent être poursuivies. C'est à ce niveau que l'incertitude est la plus grande, car les relations personnelles seront essentielles. De nombreux arguments plaident pour changer la tactique. Une compréhension approfondie de la psychologie et de la politique intérieure des nouveaux dirigeants américains est essentielle, car la diplomatie classique risque d'être moins utile. En revanche, des approches non conventionnelles telles que le «profilage» combiné à des relations publiques ciblées sur place pourraient donner des résultats. Cela peut paraître inhabituel et certains feront la moue, mais il est bien connu que les Etats n'ont pas d'amis, que des intérêts. Il est important que ces nouvelles voies restent compatibles avec le point suivant: la stratégie globale de l'économie extérieure.
- **Sur le plan stratégique**: contrairement au niveau tactique, la stratégie économique extérieure de la Suisse ne doit pas être complètement réorientée,

mais adaptée par étapes. Car même si les Etats-Unis sont importants, une négociation ratée ne signifie pas que la politique économique extérieure actuelle doit être abandonnée. A ce niveau aussi, une chose est sûre: nous vivons un tournant qui s'accompagne de nouvelles opportunités. Il faut les saisir. C'est donc le moment de conclure de nouveaux accords commerciaux et d'approfondir les partenariats. Une plus grande diversification des échanges commerciaux devrait porter ses fruits à moyen et long terme.

- **Sur le plan de la politique intérieure**: indépendamment de la politique extérieure, la Suisse peut agir immédiatement sur le plan intérieur. Les temps deviennent plus durs. C'est le moment de renforcer durablement les bases de la compétitivité des entreprises suisses. Contrairement aux deux autres niveaux, la Suisse a ici toutes les cartes en main: la politique peut prendre des mesures de manière autonome et obtenir rapidement des améliorations.

Cette analyse se concentre sur le **niveau de la politique intérieure**. La Suisse dispose d'institutions qui ont fait leurs preuves et d'une base économique solide. Il s'agit de défendre et de développer ces points forts. Cela ne signifie pas seulement de prendre les bonnes décisions, mais aussi d'éviter les erreurs. Il convient d'éviter les mesures impulsives et de mettre de côté les intérêts particuliers. Toutes les propositions misent sur une évolution plutôt que sur une révolution: remettre en question le statu quo de manière réfléchie, l'améliorer de manière ciblée et consolider ainsi les piliers de l'économie suisse.

Politique intérieure I: **marché du travail**

La flexibilité du marché du travail est l'un des piliers de notre prospérité. Plus de 80 % de la population en âge de travailler exerce une activité professionnelle. La Suisse affiche un faible taux de chômage, des salaires parmi les plus élevés au monde et une faible inégalité de revenus. Tout cela est le résultat d'une politique qui mise sur la responsabilité individuelle et la liberté d'entreprise, tout en offrant une sécurité ciblée grâce à un filet social.

Le conflit douanier actuel avec les Etats-Unis illustre précisément la valeur de ce modèle. Les nouveaux droits de douane vont bouleverser les flux de marchandises. Les entreprises doivent être en mesure de réagir rapidement à ces conditions qui évoluent très vite. Les réglementations rigides en matière d'utilisation de la main-d'œuvre agissent comme une pierre à l'édifice. Nos propositions visent donc à réduire les obstacles bureaucratiques et à éviter une nouvelle augmentation des coûts pour les entreprises.

1. Supprimer la bureaucratie en matière de durée du travail et de saisie du temps de travail

La loi sur le travail actuelle date de l'ère industrielle. Elle n'est plus adaptée au monde du travail moderne. Des directives rigides sur les durées du travail et du repos ainsi qu'une saisie détaillée du temps de travail ne sont pas adaptées à la plupart des professions du service. Elles compliquent la gestion des fluctuations de la charge de travail et génèrent une bureaucratie inutile. Le cadre juridique devrait être adapté en conséquence. Il faut par exemple des modèles de temps de travail plus flexibles et une obligation de saisie réduite. Les projets de réforme en suspens depuis des années au Parlement devraient dorénavant être mis en œuvre.

Pour en savoir plus :

Adler, T., & Salvi, M. (2017). Quand les robots arrivent : Préparer le marché du travail à la numérisation. <https://avenir-suisse.ch/fr/publication/quand-les-robots-arrivent/>

2. Ne pas augmenter davantage les cotisations salariales

Pour les entreprises suisses, une main-d'œuvre bien formée est essentielle. Cet avantage s'accompagne toutefois d'un niveau de salaire parmi les plus élevés au monde. Les déductions de l'Etat renchérissent encore le travail. C'est pourquoi il faut prendre des mesures

ciblées. La Suisse se trouve certes dans une situation délicate, puisque la 13^e rente AVS vient d'être décidée. Mais c'est justement maintenant qu'il faut impérativement tenir compte des coûts du travail lors de son financement. Cela vaut d'autant plus pour d'autres projets qui doivent être financés par des cotisations salariales supplémentaires, comme la suppression du plafonnement des rentes pour les couples mariés ou des allocations forfaitaires pour la garde des enfants dans les crèches. Dans le contexte actuel d'incertitude, il convient de renoncer systématiquement à des cotisations salariales supplémentaires ou plus élevées afin de ne pas renchérir davantage la production en Suisse.

Pour en savoir plus :

Schafer, P. (2025). Subventions pour les crèches: Coûteuses, mais inefficaces? <https://avenir-suisse.ch/fr/blog-subventions-pour-les-crèches-coûteuses-mais-inefficaces/>

3. Ne pas faire du chômage partiel une solution permanente

Le choc douanier montre à quel point des événements extérieurs peuvent mettre les entreprises sous pression de manière soudaine et radicale. Dans de telles phases, le chômage partiel est un instrument qui a fait ses preuves pour amortir les baisses temporaires et préserver la substance économique. Une durée d'indemnisation trop longue entraîne toutefois des coûts considérables pour la collectivité et des risques pour la compétitivité. Elle peut retarder un changement structurel positif à long terme, favoriser les effets d'aubaine et priver le marché du travail de main-d'œuvre qualifiée, ce qui est particulièrement problématique.

Comme mentionné, nous faisons face à une réorientation géopolitique radicale. C'est pourquoi nous sommes aujourd'hui confrontés à des défis non seulement conjoncturels, mais aussi structurels. Afin de garantir la compétitivité à long terme, la durée maximale du chômage partiel, qui a déjà été prolongée à 18 mois, ne devrait pas être étendue à deux ans supplémentaires, car d'un point de vue économique, il est clair que deux ans ne suffisent pas pour parler d'un cycle conjoncturel.

Pour en savoir plus :

Salvi, M., Müller, V., & Schnell, P. (2021). En pleine forme?

Les conséquences de la pandémie de Coronavirus sur le marché du travail suisse. <https://avenir-suisse.ch/fr/publication/en-pleine-forme%20%80%af/>

Politique intérieure II: politique fiscale

Un système fiscal compétitif, efficace et non bureaucratique est un atout majeur pour la place économique suisse. En comparaison internationale, la Suisse fait partie des pays les plus attractifs en matière d'imposition des entreprises. Cependant, des initiatives mondiales telles que l'imposition minimale de l'OCDE et l'augmentation des dépenses publiques mettent de plus en plus cet atout sous pression.

En période de pressions croissantes telles que celles causées par les nouveaux droits de douane américains, la moindre marge compte: pour de nombreuses entreprises qui dépendent de l'exportation, la marge de manœuvre financière s'est réduite. Une charge fiscale modérée, associée à une faible charge administrative, permet au moins de ne pas épuiser davantage cette marge financière, et permet ainsi aux entreprises de s'adapter.

4. Introduire un taux unique de TVA

La TVA actuelle est inutilement complexe. Des taux d'imposition différents et des exceptions compliquées entraînent des frais administratifs élevés, une documentation laborieuse et une insécurité juridique. Un taux unique permettrait de réduire considérablement les charges administratives, estimées aujourd'hui à environ 1,5 milliard de francs.

Cette réforme pourrait être mise en œuvre sans incidence sur les recettes de la Confédération: les entrées fiscales ne changeraient pas, mais les entreprises auraient plus de ressources à consacrer à leur activité principale. Si cette mesure tarde à être appliquée, c'est surtout en raison des intérêts particuliers de certains secteurs privilégiés. La nouvelle situation géopolitique devrait être l'occasion de sortir du bois.

Pour en savoir plus:

Salvi, M., & Zobrist, L. (2013). Entre charges et prestations: une boussole fiscale pour la Suisse. <https://avenir-suisse.ch/fr/publication/systeme-fiscal-suisse-entre-charges-et-prestations/>

5. Ne pas augmenter les impôts

Les nouveaux droits de douane américains réduisent à la fois la demande de produits d'exportation suisses et les marges au bénéfice des entreprises concernées. Il est donc d'autant plus important de ne pas alourdir la charge fiscale des entreprises. Ce n'est qu'ainsi qu'elles conserveront une marge de manœuvre leur permet-

tant d'atténuer les effets négatifs, d'adapter leur stratégie et d'améliorer leur compétitivité. Les entreprises peuvent ainsi procéder à des ajustements stratégiques tout en garantissant les investissements et les emplois.

Ce n'est pas le moment d'augmenter les taxes ou d'en introduire de nouvelles, car cela affecterait gravement les entrepreneurs et les entreprises à un moment très mal choisi. Il convient donc de renoncer à toute augmentation d'impôts ou à tout nouveau type d'impôt.

Pour en savoir plus:

Salvi, M., & Marty, J. (2024). La voie vers des finances fédérales saines: faut-il augmenter les impôts, réduire les dépenses ou assouplir le frein à l'endettement? <https://avenir-suisse.ch/fr/publication/la-voie-vers-des-finances-federales-saines/>

6. Ne pas (encore) suspendre l'imposition minimale de l'OCDE

La mise en œuvre de l'imposition minimale de l'OCDE garantit que les bénéfices des grands groupes sont imposés à 15 % au moins. Cette règle internationale va à l'encontre de la concurrence fiscale et donc des intérêts de la Suisse. A l'époque, elle avait été introduite sous la pression internationale. Si le Conseil fédéral suspendait les impôts complémentaires introduits à cet effet, cela poserait des problèmes à l'heure actuelle. La raison en est la «Income Inclusion Rule» (IIR) et la «Undertaxed Payments Rule» (UTPR). Ces impôts correctifs permettent à d'autres Etats dans lesquels un groupe est établi, d'imposer les bénéfices «sous-imposés» à la place de la Suisse.

Tant que l'UE et d'autres économies étroitement liées à la Suisse (par ex. le Royaume-Uni) maintiendront l'IIR et l'UTPR, ils pourront imposer eux-mêmes les bénéfices «sous-imposés» en Suisse. Par ailleurs, les entreprises concernées seraient soumises à des charges administratives supplémentaires à l'étranger, surtout dans le cas de l'UTPR. Actuellement, la situation reste toutefois très mouvante. Si le risque d'une application des impôts correctifs par d'autres Etats diminue, la Suisse serait bien inspirée de reconsidérer sa mise en œuvre de l'impôt minimum de l'OCDE.

Pour en savoir plus:

Schmid, L., & Hutter, E. (2022). Le meilleur des mondes fiscaux: ce que la Confédération et les cantons devraient faire et ne pas faire en réaction à la réforme fiscale de l'OCDE. <https://avenir-suisse.ch/fr/publication/le-meilleur-des-mondes-fiscaux-reorganisation-de-la-fiscalite-internationale-des-entreprises/>

Politique intérieure III : **régulation**

Une réglementation excessive freine l'innovation, coûte des milliards aux entreprises et pèse sur les citoyens. De nombreux éléments indiquent que la réglementation a atteint un niveau excessif : depuis les années 1980, le nombre de textes de loi a plus que doublé, l'administration a augmenté de près de 20 % entre 2011 et 2022 et les PME dépensent chaque année plus de 6 milliards de francs rien que pour satisfaire aux exigences administratives, soit plus que le budget de la Confédération pour la défense nationale.

Dans la situation actuelle, il est essentiel de ne pas créer de charges supplémentaires par une bureaucratie inutile et d'optimiser la gestion de la réglementation actuelle. Car chaque heure et chaque franc dépensés dans des procédures d'autorisation complexes ou des obligations de rapport redondantes empêche les entreprises de s'adapter à l'évolution des conditions du marché.

7. Accélérer les procédures d'autorisation

Dans de nombreux domaines, les procédures prennent plus de temps que nécessaire, qu'il s'agisse de la création d'une entreprise ou d'un projet de construction. Un exemple : la durée du permis de construire. A Zurich, il faut compter 330 jours entre la demande de permis de construire et l'autorisation de construire, soit six mois de plus qu'en 2010. De tels délais retardent les investissements, immobilisent des capitaux et réduisent la sécurité de la planification. Pour y remédier, on pourrait par exemple recourir à des dépôts numériques, à des délais de traitement obligatoires avec autorisation automatique à l'expiration du délai ou à des points de contact centralisés. De telles mesures accélèrent les procédures, réduisent les coûts bureaucratiques et augmentent ainsi la compétitivité, sans affaiblir la protection juridique.

Pour en savoir plus :

Rühli, L., Schnell, F., & Müller-Jentsch, D. (2013). Obtenir un permis de construire prend toujours plus de temps. <https://avenir-suisse.ch/fr/obtenir-un-permis-de-construire-prend-toujours-plus-de-temps/>

8. Introduire une «semaine de nettoyage» au Parlement

A l'instar d'un nettoyage de printemps, le Parlement devrait consacrer une fois par an une semaine de nettoyage exclusivement dédiée au désencombrement des

structures obsolètes, c'est-à-dire à la réduction ciblée de la bureaucratie et à la réorganisation de l'administration. La préparation pourrait être effectuée par une (sous)commission parlementaire, complétée par une participation citoyenne via un formulaire en ligne.

L'accent serait mis sur les domaines qui freinent le plus l'économie tels que la construction, l'énergie ou la santé. En outre, une évaluation ex post approfondie des nouvelles règles permettrait de supprimer les dispositions inefficaces ou inefficientes ayant le pire rapport coût-bénéfice, au lieu de consacrer des ressources à des adaptations symboliques axées sur des détails. Les citoyens et les entreprises en profiteront également, grâce à une réduction des coûts bureaucratiques et de la charge administrative.

Pour en savoir plus :

Müller, J. (2024). Nettoyage de printemps au Parlement : comment se débarrasser de lois et de dispositions poussiéreuses grâce à une semaine de nettoyage. <https://avenir-suisse.ch/fr/nettoyage-de-printemps-au-parlement/>

Salvi, M., & Güttinger, P. (2025). Une bureaucratie paralysante. <https://avenir-suisse.ch/fr/microsite/une-bureaucratie-paralysante/>

9. Ne pas adopter les réglementations internationales par défaut

Depuis 2023, les grandes entreprises suisses doivent présenter chaque année un rapport de durabilité. Deux ans plus tard, le Conseil fédéral prévoit déjà d'étendre cette obligation, alors que la réglementation actuelle n'a même pas encore été évaluée. L'objectif est de s'aligner sur la directive européenne sur les rapports de durabilité des entreprises (CSRD). Selon les calculs d'Avenir Suisse, les coûts annuels pourraient augmenter jusqu'à 1,7 milliard de francs.

Une pause s'impose. Dorénavant, il devrait être établi que les normes internationales ne sont adoptées que lorsqu'il existe une obligation immédiate de droit international. Et avant toute mise à jour, il convient d'évaluer de manière rigoureuse les règles actuelles. La charge de la preuve quant à l'utilité d'un durcissement incombe à la politique.

Pour en savoir plus :

Salvi, M., & Güttinger, P. (2025) : Vers une bureaucratie durable? <https://avenir-suisse.ch/fr/publication/vers-une-bureaucratie-durable/>

Politique intérieure IV: infrastructures

Une infrastructure qui fonctionne est essentielle pour la compétitivité d'un pays. La Suisse occupe les premières places dans les classements internationaux sur la qualité des infrastructures. Mais la forte croissance démographique qui se poursuit souligne de plus en plus les limites de capacité et les progrès technologiques nécessitent également un renouvellement continu de l'infrastructure. En période de pressions accrues, il est d'autant plus important pour les entreprises que les infrastructures de transport, les réseaux numériques et l'approvisionnement en énergie fonctionnent sans accroc, afin d'éviter tout désavantage concurrentiel supplémentaire.

10. Garantir la sécurité de l'approvisionnement énergétique

Pour les entreprises suisses, un approvisionnement en électricité stable, abordable et planifiable est essentiel. A court terme, il s'agit de tenir compte des changements géopolitiques dans la mise à disposition de réserves hivernales suffisantes, par exemple avec des capacités de réserve flexibles. Puis, il faut s'attaquer au problème des rémunérations du réseau, qui ont augmenté de 50 % en dix ans pour les gros consommateurs. Les modernisations retardées, mais aussi le subventionnement indirect problématique du développement de l'énergie solaire, ont augmenté les coûts. Troisièmement, il faut adapter la promotion des énergies renouvelables, dont les coûts devraient fortement augmenter ces prochaines années. Si les subventions sont maintenues, leur attribution devrait être neutre sur le plan technologique et prendre davantage en compte la question de la sécurité d'approvisionnement en hiver. Parallèlement, l'interdiction technologique dans le domaine des centrales nucléaires doit être levée afin de pouvoir réagir rapidement en cas d'avancées technologiques. Un approvisionnement énergétique fiable est particulièrement important en période d'incertitude.

Pour en savoir plus:

Eisenring, C., & Stocker, S. (2024). Débat animé autour du prix de l'électricité pour l'industrie: la Suisse est-elle trop chère? <https://avenir-suisse.ch/fr/blog-debat-sur-lelectricite-pour-les-industries-a-quel-prix-en-suisse/>

Dümmler, P., Stocker, S., Bonato, M., & Hug Alonso, T. (2023).

La politique énergétique sous tension: solutions pour la sécurité d'approvisionnement, la neutralité climatique et la rentabilité économique. <https://avenir-suisse.ch/fr/publication/politique-energetique-sous-tension/>

11. Permettre une infrastructure numérique performante

Au XXI^e siècle, des réseaux de communication performants sont indispensables à l'économie et à la société.

Grâce à une concurrence des infrastructures qui fonctionne bien dans le domaine de la téléphonie mobile et du réseau fixe, la Suisse est en bonne position. Pourtant, elle se met régulièrement des bâtons dans les roues en matière d'extension du réseau. Ainsi, les obstacles bureaucratiques à l'extension du réseau de téléphonie mobile sont énormes. Il faut parfois des années entre la demande de permis de construire et la mise en service d'une nouvelle antenne. Et même pour les antennes existantes, de nombreuses procédures sont nécessaires lorsqu'il s'agit simplement de mettre à jour la technologie. Ces obstacles bureaucratiques ralentissent inutilement le progrès. Il faut accélérer les procédures d'autorisation pour les nouvelles installations et surtout simplifier les règles pour les adaptations des antennes existantes. Autrement, la qualité de l'infrastructure numérique risque de se dégrader peu à peu et l'économie devra faire face à un désavantage concurrentiel supplémentaire dans le nouvel ordre mondial.

Pour en savoir plus:

Müller, J., & Ammann, B. (2020). Ce qu'un moratoire sur la 5G signifierait pour la Suisse. <https://avenir-suisse.ch/fr/publication/ce-quun-moratoire-sur-la-5g-signifierait-pour-la-suisse/>

Müller, J., & Grabher, L. (2021). Glasfaser aufs Maiensäss: Über die Politisierung der Grundversorgung beim Ausbau des Breitbandinternets (en allemand). <https://avenir-suisse.ch/glasfaser-aufs-maiensaess/>

12. Renoncer aux projets de transport motivés par des intérêts de politique régionale

L'Office fédéral des routes a recensé en 2023 plus de 48 000 heures d'embouteillage sur le réseau des routes nationales suisses et les transports publics sont également surchargés aux heures de pointe. Ces engorgements entraînent chaque année des coûts élevés pour l'économie nationale. Leur élimination est également une priorité du point de vue de la compétitivité, car un système de mobilité efficient est un facteur clé pour l'économie. Pourtant, de nombreux fonds publics sont actuellement alloués à des projets dont la priorité dépend moins de l'utilité objective que de la pression politique régionale ou de la logique de subventionnement. Cela mobilise des ressources, retarde les allègements et aggrave les goulets d'étranglement actuels. Au lieu de disperser les fonds, il faudrait les utiliser de manière cohérente là où le bénéfice pour l'économie et la population est le plus important, par exemple en aménageant de manière ciblée les tronçons problématiques.

Pour en savoir plus:

Hutter, E., & Rühli, L. (2024). Les projets d'agglomération, une histoire sans fin? <https://avenir-suisse.ch/fr/les-projets-dagglomeration-une-histoire-sans-fin/>

Politique intérieure V: innovation

La croissance de la productivité est le principal moteur de la prospérité et de la compétitivité, et cela est d'autant plus vrai pour une petite économie sans ressources naturelles. Derrière l'augmentation de la productivité se cache l'innovation, soit le développement de nouveaux produits et procédés, est au cœur de la productivité. Le récent choc douanier le montre bien : plus les produits suisses sont chers à l'étranger, plus il est crucial d'avoir une longueur d'avance en matière de qualité, d'efficacité et de processus pour compenser les désavantages concurrentiels.

L'innovation est donc essentielle pour la Suisse. Mais augmenter la capacité d'innovation est loin d'être simple. En effet, lorsqu'il s'agit de la productivité, la politique ne peut avoir qu'un impact limité et indirect. Il est donc d'autant plus important d'éliminer les obstacles, d'éviter les erreurs et de rendre la place économique suisse autant attractive que possible.

13. Introduire des «visas start-up» pour les créateurs d'entreprise hautement qualifiés

Les start-ups innovantes sont un moteur de la croissance de la productivité et derrière elles se trouvent généralement des personnes hautement qualifiées. Pour renforcer la place économique, il convient donc de réduire les obstacles pour les talents internationaux. L'une des mesures les plus efficaces serait d'introduire un visa pour les créateurs d'entreprise de pays tiers. Alors que d'autres pays mènent actuellement une politique qui a tendance à décourager les talents, la Suisse enverrait un autre message : chez nous, les personnes qui ont de bonnes idées et un esprit entrepreneurial sont les bienvenues, quel que soit leur passeport.

Pour en savoir plus :

Leisibach, P., Schnell, P., & Grabher, L. (2023). Innover sans frontière : l'importance de l'immigration pour l'innovation en Suisse. <https://avenir-suisse.ch/fr/publication/innover-sans-frontiere/>

14. Supprimer les obstacles à l'innovation dans les branches établies

Les bonds de productivité ne se produisent pas seulement dans les start-ups, mais aussi dans les entreprises établies. En Suisse, il existe deux types d'obstacles à éliminer dès à présent. Premièrement, le manque de neutralité technologique dans la réglementation et les interdictions (de facto) de technologies minent l'at-

tractivité du pays en tant que pôle de recherche appliquée, que ce soit dans le domaine du nucléaire ou du génie génétique. Un exemple concret : le projet pour une nouvelle loi sur les plantes obtenues au moyen de nouvelles technologies de sélection, qui est extrêmement restrictive et empêche de facto l'utilisation de la technologie génétique moderne. Deuxièmement, des manœuvres politiques perturbatrices freinent parfois massivement le progrès technologique, entravant des innovations ultérieures, par exemple dans le cas du dossier électronique du patient, qui limite la disponibilité des données pour les études cliniques.

Pour en savoir plus :

Cosandey, J., & Estevez, S. (2023). Un juste prix pour les médicaments. <https://avenir-suisse.ch/fr/publication/un-juste-prix-pour-les-nouveaux-medicaments/>

Müller, J., & Ammann, B. (2020). Ce qu'un moratoire sur la 5G signifierait pour la Suisse. <https://avenir-suisse.ch/fr/publication/ce-quun-moratoire-sur-la-5g-signifierait-pour-la-suisse/>

15. Ne pas accorder de subventions sectorielles

Lorsque l'on exige une augmentation de la compétitivité, le réflexe est souvent de réclamer des subventions. Mais à long terme, ces subventions ont généralement l'effet inverse. Les interventions actives dans la structure économique retardent les changements structurels nécessaires et affaiblissent ainsi à long terme aussi bien la compétitivité des entreprises subventionnées que l'économie nationale dans son ensemble.

A cela s'ajoute le fait que les subventions doivent être financées, le plus souvent par des impôts qui, à leur tour, augmentent les coûts salariaux et pèsent davantage sur l'économie. Un fonds souverain alimenté par des fonds de la Banque nationale suisse résoudrait certes ce problème, mais à un prix élevé : il pourrait saper la stabilité du franc suisse, un facteur clé de la compétitivité du pays.

Pour en savoir plus :

Schmid, L., Grabher, L., & Schäfer, T. (2024). Retour de la politique industrielle ? Les conséquences d'une économie dirigée par l'Etat. <https://avenir-suisse.ch/fr/publication/retour-de-la-politique-industrielle/>

Schmid, L., & Güttinger, P. (2025). Quelle renaissance de l'industrie voulons-nous ? <https://avenir-suisse.ch/fr/blog-quelle-renaissance-de-lindustrie-voulons-nous/>



Auteurs Jürg Müller, Patrick Leisibach, Michele Salvi,
Patricia Schafer, Lukas Schmid et Diego Taboada

Traduction Kenza Vionnet

Relecture Diego Taboada

Conception Ernie Ernst

Editeur Avenir Suisse, Zurich

Télécharger <https://avenir-suisse.ch/fr/publication/reponses-au-choc-douanier/>

avenir suisse



Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur. Avenir Suisse étant intéressé à la diffusion des idées présentées ici, l'utilisation par des tiers des conclusions, des données et des graphiques de cette œuvre est expressément souhaitée à condition que la source soit indiquée de façon précise et bien visible et que les dispositions légales en matière de droits d'auteur soient respectées.

avenir-suisse.ch info@avenir-suisse.ch +41 44 445 90 00

